

Dans le massacre sans précédent des civils de Gaza, les États-Unis prétendent qu'Israël est la « victime »

Publié par: AARON MATÉ le: 28 décembre, 2023

Dans: A La Une, ACCEUIL, Actualité, Actualité Afrique, Actualité_Ameriques, Actualité_Maghreb, Actualité_Moyen_Orient, Géopolitique



L'armée israélienne, soutenue par la Maison blanche n'a pas hésité à attaquer le plus grand hôpital de Gaza, Al-Shifa où se trouvait, selon l'ONU, 32 bébés prématurés. Photo AA.

Alors que le nombre de morts à Gaza dépasse les 20 000, les mensonges israélo-américains concernant l'hôpital Al-Shifa sont révélés au grand jour.

AARON MATÉ

22 DÉC. 2023

Lors d'une conférence de presse tenue cette semaine, le secrétaire d'État Antony Blinken a fustigé les critiques internationales concernant le soutien apporté par les États-Unis à la campagne de massacres menée par Israël à Gaza.

« Je n'entends pratiquement personne dire, exiger du Hamas qu'il cesse de se cacher derrière les civils, qu'il dépose les armes, qu'il se rende. C'est fini demain si le Hamas le fait », s'est plaint M. Blinken. « Comment se fait-il qu'il n'y ait pas d'exigences à l'égard de l'agresseur et seulement des exigences à l'égard de la victime ? »



La déclaration de M. Blinken est une approbation pure et simple du terrorisme d'État. Sa logique sous-jacente affirme qu'Israël est libre de massacrer les civils palestiniens jusqu'à ce que la résistance armée en leur sein offre une « reddition ».

L'indignation du chef de la diplomatie américaine face à l'absence supposée de toute « exigence » à l'égard du Hamas repose également sur une prémisse erronée. M. Blinken n'est pas sans savoir que les multiples résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) auxquelles son gouvernement a opposé son veto exigeaient du Hamas qu'il libère tous les otages sans condition. Mais parce que ces résolutions exigeaient également qu'Israël mette fin à son attaque contre Gaza et permette l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire, les États-Unis les ont bloquées.

Attaché à défendre la violence israélienne à tout prix, Blinken est donc prêt à présenter le Hamas comme l'« agresseur » et Israël – une puissance occupante qui aurait assassiné plus de 20 000 personnes dans la bande de Gaza – comme la « victime ».

Même si l'on prétendait que l'histoire a commencé le 7 octobre et que l'on oubliait que les militants du Hamas qui ont attaqué Israël ce jour-là étaient enfermés dans le plus grand camp de concentration du monde, sous la plus longue occupation militaire du monde, l'affirmation de M. Blinken serait tout aussi fallacieuse. Les atrocités commises par le Hamas l'ont été au cours d'une opération de guérilla d'une journée contre Israël. Cela ne donne pas à Israël le droit de mener une campagne militaire de près de trois mois qui provoque des niveaux historiques de carnage et de destruction. Israël bloquant régulièrement l'aide vitale, un nouveau rapport des Nations unies révèle que plus de 500 000 personnes à Gaza, soit un quart de la population, meurent de faim. « *La situation ne peut pas être pire* », déclare Arif Husain, économiste en chef du Programme alimentaire mondial. « *Je n'ai jamais vu quelque chose de l'ampleur de ce qui se passe à Gaza. Et à cette vitesse.* »

Israël a considérablement réduit l'aide en insistant sur l'inspection de chaque cargaison entrant à Gaza, même les marchandises arrivant par l'Égypte. Cela signifie qu'avant d'entrer à Gaza par le point de passage égyptien de Rafah, les camions d'aide doivent d'abord être inspectés dans la ville frontalière israélienne de Kerem Shalom avant de retourner à Rafah. Tout en prétendant travailler d'arrache-pied à l'acheminement de l'aide, l'administration Biden a joué son rôle traditionnel, qui consiste à faire respecter le diktat israélien. Comme l'a déclaré un fonctionnaire américain au *New York Times* à propos de la dernière obstruction de l'administration Biden à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, « *Washington n'approuverait pas une mesure qui exclurait Israël du processus d'inspection* ».

En ce qui concerne les tactiques militaires, l'insouciance d'Israël a été soulignée une nouvelle fois lorsque ses forces ont tué trois otages israéliens non armés après les avoir pris pour des civils palestiniens. S'il s'était agi de civils palestiniens, comme l'ont cru les troupes israéliennes lorsqu'elles leur ont tiré dessus, ces meurtres auraient été routiniers et seraient probablement passés inaperçus. Entre-temps, même le président Biden a été contraint d'admettre qu'Israël procédait à un « bombardement aveugle » de l'enclave assiégée. « Selon certains critères, les destructions à Gaza ont dépassé les bombardements des Alliés sur l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale », rapporte l'Associated Press. Alors que les Alliés ont détruit environ 10 % des bâtiments de l'Allemagne nazie entre 1942 et 1945, ce chiffre s'élève à 33 % à Gaza.

« *Gaza est l'une des campagnes de châtime des civils les plus intenses de l'histoire* », observe l'historien militaire américain Robert Pape. « *Elle se situe désormais confortablement dans le quartile supérieur des campagnes de bombardement les plus dévastatrices de l'histoire.* » La campagne s'est appuyée sur la fourniture régulière d'armes américaines. Selon une récente évaluation des services de renseignement américains, près de la moitié des munitions qu'Israël a larguées sur Gaza étaient des bombes non guidées ou « muettes », connues pour leur imprécision et leur destruction massive.

Au cours des premières semaines de la guerre, « *Israël a régulièrement utilisé l'une de ses bombes les plus grosses et les plus destructrices dans des zones qu'il avait désignées comme sûres pour les civils* », conclut une analyse du *New York Times*. Bien que Washington ait laissé libre cours à l'utilisation de ses bombes de 2 000 livres, celles-ci « *ne sont presque plus jamais larguées par les forces américaines dans des zones densément peuplées* ». Leur létalité s'étend jusqu'à 1 000 pieds de l'impact, une condamnation à mort à grande échelle pour ce que CNN note comme une population de Gaza « *beaucoup plus serrée que presque n'importe où ailleurs sur terre* ». Sous les bombardements aveugles d'Israël, soutenus par les États-Unis, le nombre officiel de morts à Gaza a dépassé les 20 000, un chiffre inhabituel, voire sans précédent, pour une guerre du XXI^e siècle qui dure depuis moins de trois mois. Étant donné qu'une seule des parties dispose d'une armée et d'une puissance aérienne, ce chiffre était tout à fait prévisible. Le chiffre de 20 000 est aussi certainement sous-



estimé. « *Nous ne savons pas combien de personnes sont enterrées sous les décombres de leurs maisons* », note le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé. Benjamin Q. Huynh, expert en données sanitaires, ajoute qu'il n'y a « *aucune preuve* » que le ministère de la santé de Gaza ait gonflé le nombre de morts palestiniens. Outre les personnes ensevelies sous les décombres, une autre raison pour laquelle le « *véritable bilan est probablement plus élevé que ce qui est rapporté* », observe-t-il, est la « *capacité réduite du système hospitalier* » .

Les attaques israéliennes contre le système hospitalier de Gaza ont visé plus de deux douzaines d'établissements de santé dans la bande de Gaza, une nouvelle étape dans la conduite de la guerre moderne.

En ce qui concerne l'attaque israélienne du mois dernier contre le plus grand hôpital de Gaza, al-Shifa, un nouveau rapport du *Washington Post* conclut ce qui était évident depuis le début : Les allégations israélo-américaines concernant la présence d'un centre de « *commandement et de contrôle* » du Hamas à cet endroit n'étaient qu'une fabrication de plus en faveur de la guerre. Après s'être emparé de l'hôpital, Israël a affirmé que cinq bâtiments étaient utilisés par le Hamas et se trouvaient au-dessus de tunnels utilisés pour diriger les activités militantes du groupe. Or, selon le *Post*, les pièces reliées au réseau de tunnels situé sous l'hôpital « *ne présentaient aucune preuve immédiate d'une utilisation militaire par le Hamas* ». En outre, ni les services hospitaliers d'al-Shifa ni les cinq bâtiments de l'hôpital n'étaient accessibles par les tunnels. En conséquence, conclut le *Post*, « *les preuves présentées par le gouvernement israélien ne suffisent pas à démontrer que le Hamas a utilisé l'hôpital comme centre de commandement et de contrôle* » .

L'administration Biden a été tout aussi complice de la tromperie israélienne sur Al-Shifa, aidée comme d'habitude par des sténographes médiatiques fiables. Avant qu'Israël n'attaque al-Shifa le 15 novembre, le porte-parole de la Maison Blanche, John Kirby, a assuré aux journalistes qu'il pouvait « *confirmer* » que le Hamas et le Jihad islamique utilisaient les tunnels d'al-Shifa « *pour dissimuler et soutenir leurs opérations militaires et pour détenir des otages* ». Le lendemain de l'assaut israélien, le président Biden a doublé la mise. « *Voici la situation : Le premier crime de guerre est commis par le Hamas, dont le quartier général et l'armée sont cachés sous un hôpital* », a déclaré M. Biden le 16 novembre, « *et c'est un fait. C'est ce qui s'est passé.* »

La compréhension de ce « *fait* » par Biden est aussi fiable que sa fausse affirmation d'avoir vu des photographies de bébés décapités, qu'il continue néanmoins de répéter malgré les aveux israéliens et américains selon lesquels de telles photographies n'existent pas.

Des fonctionnaires américains anonymes ont également informé le *New York Times* qu'« *ils sont convaincus que le Hamas a utilisé des réseaux de tunnels sous les hôpitaux, en particulier Al Shifa, pour des zones de commandement et de contrôle ainsi que pour le stockage d'armes* ». Le *Times* a également cité de « *hauts responsables des services de renseignement israéliens* » qui « *ont permis au Times d'examiner des photographies censées montrer des entrées secrètes dans le complexe depuis l'intérieur de l'hôpital* ». En d'autres termes, ces responsables israéliens ont « *permis* » au *Times* de blanchir leurs mensonges.

Alors que les forces israéliennes attaquaient Al-Shifa, des responsables anonymes du renseignement américain ont informé le *Wall Street Journal* qu'ils avaient « *indépendamment* » obtenu « *des communications interceptées de combattants à l'intérieur du complexe* » .

Comme on pouvait s'y attendre, les sources du journal « *ont refusé de fournir plus de détails sur les renseignements américains concernant Al-Shifa* », invoquant l'excuse habituelle de la protection des « *sources et des méthodes* ». L'affirmation de l'existence de « *communications interceptées* » est une méthode éprouvée de la propagande de guerre américaine, utilisée pour vendre les fabrications concernant les armes de destruction massive en Irak ou les affirmations d'attaques aux armes chimiques par le gouvernement syrien.

Bien que le journal ait reconnu que les États-Unis « *n'ont pas été en mesure de déterminer les détails des opérations présumées du Hamas à Al-Shifa* », il a laissé la place à encore plus d'attaques israéliennes en affirmant que les États-Unis « *ont également recueilli des renseignements sur d'autres hôpitaux* ». Lorsque les journalistes ont pressé M. Kirby de fournir ne serait-ce qu'une once de preuve, le porte-parole de la Maison Blanche a refusé. Mais pas d'inquiétude : une autre « *source bien informée* » anonyme est apparue pour informer Reuters que les renseignements « *sont définitifs* ». Le siège israélien d'al-Shifa a causé la mort de plusieurs dizaines de patients en soins intensifs, ainsi que d'au moins quatre bébés prématurés. En annonçant l'opération, un responsable israélien a même renoncé au prétexte d'un poste de commandement du Hamas ou du sauvetage d'otages. « *L'entrée de Shifa est avant tout le symbole qu'il n'y a pas d'endroit*



que nous n'atteindrons pas», a déclaré le responsable. « *Nous ne pensons pas trouver des otages, mais nous allons certainement localiser et démanteler les capacités du Hamas.* »

Pour sa part, l'administration Biden défend toujours l'assaut d'al-Shifa. « *Il s'agissait d'une opération militaire très précise et ciblée qu'Israël a menée en s'efforçant de réduire le nombre de victimes civiles*», a déclaré un haut fonctionnaire de l'administration américaine au *Post*.

L'opération était en effet ciblée. En attaquant le plus grand hôpital de Gaza avec l'aide des États-Unis, Israël a jeté les bases de la destruction et de la mise hors service d'un nombre encore plus grand d'établissements de santé dans l'enclave assiégée. Cette barbarie sans précédent ne peut avoir qu'un seul but : maximiser le nombre de victimes civiles et détruire les institutions de base d'une société qui fonctionne.

L'assaut contre al-Shifa est également parfaitement conforme aux appels ouverts des responsables israéliens en faveur d'un génocide et d'un nettoyage ethnique, ainsi qu'aux efforts déployés à haut niveau pour atteindre ces objectifs.

Selon le journal *Israel Hayom*, le principal conseiller du Premier ministre Benjamin Netanyahu, Ron Dermer, membre du cabinet, a été chargé de « *réduire* » la population palestinienne de la bande de Gaza « *au minimum* ». Le *Washington Post* affirme que, dans les jours qui ont suivi le 7 octobre, M. Netanyahu a même demandé personnellement au président Biden de faire pression sur l'Égypte pour qu'elle accepte un afflux massif de réfugiés palestiniens. Les assistants affirment que M. Biden a rabroué M. Netanyahu, mais les faits suggèrent le contraire. Le 20 octobre, la Maison Blanche a soumis une demande de budget au Congrès qui incluait un financement pour les « *besoins potentiels des habitants de Gaza fuyant vers les pays voisins* », étant donné que la « *crise pourrait bien entraîner des déplacements transfrontaliers et des besoins humanitaires régionaux plus importants* ». La résistance de l'Égypte et de la Jordanie a contrecarré, pour l'instant, les efforts d'Israël visant à obtenir leur aide pour tenter de « *désengorger* » Gaza. En conséquence, l'armée israélienne se contente d'exterminer le plus grand nombre possible de Palestiniens et de rendre le camp de la mort inhabitable pour ceux qui survivent. Le soutien de la Maison Blanche à la guerre d'Israël contre les civils palestiniens dépasse tous les actes de barbarie américains de mémoire récente. Complices d'un meurtre de masse, Joe Biden et ses collaborateurs se livrent également à une tromperie sans précédent, qu'il s'agisse de mentir sur les hôpitaux civils ou de prétendre que l'auteur d'un génocide en est en fait la victime.

Aaron Mate est une publication soutenue par les lecteurs. Pour recevoir de nouveaux articles et soutenir mon travail, envisagez de devenir un abonné gratuit ou payant.

Traduit par Brahim Madaci

